

L'onde de choc #metoo secoue les Etats-Unis

À l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre les violences faites aux femmes, samedi 25 novembre, « Le Monde » décrypte les répercussions de l'affaire Weinstein, qui a déclenché une cascade de révélations dans le monde du spectacle, des médias et de la politique

SAN FRANCISCO - *correspondante*

La chaîne CBS s'est voulue exemplaire. Quelques heures après la parution des premières accusations de comportement déplacé portées par huit femmes dans le *Washington Post*, elle suspendait Charlie Rose, le présentateur vedette de son journal du matin. Dès le lendemain, le journaliste était licencié. Dans leur première émission sans leur partenaire, mardi 21 novembre, ses deux coprésentrices, Norah O'Donnell et Gayle King, ont affiché un professionnalisme sans faille, bien que l'affaire les affecte personnellement.

« Soyons parfaitement clairs, a dit la première. Il n'y a aucune excuse pour ce comportement supposé. C'est inacceptable. Point à la ligne. » En moins de vingt-quatre heures, Charlie Rose, quarante-trois ans de carrière, véritable icône du journalisme de télévision aux Etats-Unis, était tombé du piédestal où il trônait depuis une vingtaine d'années.

Aussitôt, les féministes ont dressé la liste des successeurs potentiels de l'homme déchu. On n'y trouve que des « successeuses » – l'actrice Rose McGowan, l'accusatrice numéro un d'Harvey Weinstein, s'est même mise sur les rangs. Signe que, dans le grand coup de balai actuel, c'est aussi de pouvoir qu'il est question. Les militantes de #metoo, qui manifestaient le 12 novembre à Los Angeles, l'affirmaient haut et fort. Il ne s'agit pas de sexe, sinon les riches et puissants s'en procureraient sans difficulté, « il s'agit de pouvoir ». Celui d'exhiber son sexe. Son genre. Sa toute-puissance, celle que les femmes contestent, de la Silicon Valley, où le mouvement antisexiste a commencé, à Hollywood, Wall Street et maintenant Washington.

HOLLYWOOD FAIT LE GROS DOS

Six semaines après les premières révélations sur le producteur de cinéma Harvey Weinstein, les têtes continuent de tomber aux Etats-Unis, et plus vite que jamais. Les mé-

dias publient des listes, sans cesse actualisées : 35 figures du monde culturel et politique, selon le décompte en date du 22 novembre, accusées de gestes déplacés, de harcèlement ou d'agressions.

John Lasseter, 60 ans, le créateur des films d'animation Pixar, a été mis en congé sabbatique par Disney mardi 21 novembre, pour avances sexuelles intempestives. La chute de Charlie Rose a donné un nouveau tournant à la saga entamée le 5 octobre avec les révélations sur le producteur d'Hollywood. Ceux qui se croyaient à l'abri, grâce à leur statut social ou à leur génie créatif, se décou-

vertent à la merci du Tweet d'une assistante ou d'une stagiaire croisée dix ans plus tôt. Dans le *New York Times*, la chroniqueuse Maureen Dowd s'interroge : l'emballement actuel aurait-il eu lieu si Hillary Clinton était devenue la première femme dans le bureau Oval, et si Donald Trump, visé par treize accusatrices – et qui s'est permis mardi de juger que ce déballage était une « très, très bonne chose pour les femmes » –, ne lui avait pas ravi la victoire ?

Revanche ou pas, les vannes sont ouvertes. Depuis mi-octobre, Harvey Weinstein,

le fondateur de Miramax, n'a pas été vu en public. Il fait face à trois accusations de viol. L'acteur Kevin Spacey, le « président » au cynisme consommé de la série *House of Cards*, est, quant à lui, en traitement dans une clinique de l'Arizona. Louis C.K., l'humoriste en vogue sur les chaînes à péage, a été privé de tous ses contrats. Hollywood fait le gros dos. On s'y agite en coulisses pour essayer de sauver les apparences bien que certaines « unes » de l'*Hollywood Reporter* soient entièrement occupées par les accusations. On se demande ce qu'il adviendra des Oscars, déjà « si blancs », et contestés depuis plusieurs années pour leur indifférence aux minorités.

Dans les médias, plusieurs figures sont déjà tombées. Le *New York Times* a mis en congé son correspondant vedette à la Maison Blanche, Glenn Thrush. NBC a congédié Mark Halperin, accusé par cinq femmes de harcèlement. Michael Oreskes a

démissionné de la direction de l'information de NPR. L'intellectuel Leon Wieseltier, ancien éditeur du très respecté *New Republic*, a dû s'excuser.

UNE BATAILLE POLITIQUE

Prise de conscience tardive ? Les médias donnent largement la parole aux femmes, sans les passer sur le gril du contre-interrogatoire. Ici, un chef d'entreprise relate les messages racoleurs envoyés par un investisseur, qui, éconduit, a mis en cause ses performances auprès du conseil d'administration. Là, un cadre décrit les gestes pornographiques d'un collègue alors qu'elle se penchait au-dessus de son bureau. Là aussi, la hiérarchie des accusations laisse à désirer. Mais peu importe. L'important semble être de faire comprendre que ce qui est vu par les uns comme une blague de vestiaire peut être ressenti par d'autres comme une humiliation, voire une agression. Et cela des décennies plus tard, car souvent les faits incriminés remontent à des années.

A Washington, l'onde de choc a dégénéré en pugilat. Dans un univers ultra-polarisé, la gauche et la droite s'accusent d'indignations sélectives. Mais contrairement aux médias ou à l'industrie du cinéma, on ne démissionne pas. Plusieurs élus ont été mis en cause, dont le vénérable représentant démocrate du Michigan, John Conyers, 88 ans, accusé de harcèlement par une ancienne assistante parlementaire, qu'il a indemnisée avec son budget de fonctionnement. Et son collègue républicain du Texas, Joe Barton, qui, à 68 ans, a fait des selfies de son anatomie qui se sont retrouvés sur Twitter. Ce qui est après tout son droit, ont admis même les

**À WASHINGTON,
L'AFFAIRE
A DÉGÉNÉRÉ
EN PUGILAT. DANS
UN UNIVERS
ULTRA-POLARISÉ,**

LA GAUCHE ET LA DROITE S'ACCUSENT D'INDIGNATIONS SÉLECTIVES

Saint-Just du harcèlement. L'ennui, c'est qu'il aurait menacé la bénéficiaire des photos de la signaler à la police du Capitole si elle dévoilait sa vie privée.

Emblème de l'embarras de la gauche : le sénateur du Minnesota Al Franken, l'enfant chéri des progressistes. Ancien comédien

de l'émission satirique « Saturday Night Live », lui aussi a découvert que l'humour de corps de garde était susceptible de se transformer en boomerang. Les faits qui lui sont reprochés ne sont pas extrêmes : il a fait une photo en faisant mine d'attraper la poitrine d'une présentatrice de radio endormie dans un avion militaire ; il a écrit un sketch où son rôle prévoyait d'embrasser la journaliste et il a essayé de faire une répétition... Mais dans le contexte #metoo, une partie des femmes du camp progressiste ont réclamé sa démission, estimant que la cause valait bien que le Parti démocrate sacrifie un siège de sénateur.

Mais la grande affaire, dans le milieu politique, est celle qui concerne le candidat répu-

blicain de l'Alabama à l'élection partielle du 12 décembre au Sénat. Roy Moore, 70 ans, un fondamentaliste chrétien, est accusé par quatre femmes – dont plusieurs républicaines – de les avoir sollicitées et caressées, alors qu'elles étaient mineures, il y a une quarantaine d'années. Malgré l'indignation générale, l'ancien juge a affirmé qu'il ne se retirerait pas. Donald Trump, dont la majorité ne tient qu'à un fil au Sénat, lui a accordé son soutien en ne cachant pas qu'il y va de l'adoption de son programme. Cinq semaines après le début de l'affaire Weinstein, le mouvement anti-harcèlement se trouve au centre de la bataille pour le contrôle de la Chambre haute du Congrès. ■

CORINE LESNES

De Londres à Moscou, les effets du scandale Weinstein en Europe

Les révélations de harcèlement sexuel n'ont pas touché tous les pays européens avec la même intensité

LONDRES, BERLIN, ROME, MOSCOU, MADRID - correspondants

Toute l'Europe a été touchée – à des degrés divers – par les suites de l'affaire Weinstein. Le souffle de la déflagration a fait trembler les murs de Westminster, s'estompant seulement aux frontières de la Russie.

Au Royaume-Uni Un ministre forcé à démissionner pour avoir posé sa main sur le genou d'une journaliste il y a quinze ans ; un autre déstabilisé pour avoir fait des avances à une militante et détenu des photos pornographiques sur son ordinateur professionnel ; six députés renvoyés devant une commission de discipline... Le monde politique britannique tremble depuis la fin du mois d'octobre. Un parallèle a même été dressé entre l'ambiance machiste, hiérarchisée et alcoolisée de Westminster et celle de Hollywood. La première ministre, Theresa May, a d'ailleurs mis en place une nouvelle procédure de recueil et d'instruction des plaintes en milieu parlementaire.

Mais la machine à rumeurs, alimentée par des tabloïds racleurs, s'est transformée en une sorte de tribunal permanent opérant dans la plus grande confusion. Et le décès, probablement par suicide, de Carl Sargeant, 49 ans, ministre travailliste dans le gouvernement régional du pays de Galles, qui avait démenti les accusations l'ayant forcé à démissionner, a souligné les risques de mises en cause publiques sans garde-fou.

En Allemagne Un dossier de la

Süddeutsche Zeitung a montré que le harcèlement sexuel est monnaie courante dans le cinéma et le théâtre allemands. Le magazine *Stern* a également consacré sa « une » à ce sujet, évoquant des agressions fréquentes dans le milieu de la gastronomie de luxe, ainsi que du sexisme dans les salles de rédaction.

Le témoignage de l'une de ses plus célèbres journalistes, Ulrike Posche, a été particulièrement relayé. « Lors d'une conférence téléphonique, écrit-elle, il a été décidé que j'écrirais sur une personnalité politique. Nous étions dans le bureau d'un directeur de la rédaction de Hambourg, les collègues berlinois à l'autre bout du fil. L'un d'eux a crié : "Il ne faudrait pas qu'elle écrive encore avec la culotte mouillée !" Grand rire à Berlin, silence à Hambourg. » « J'ai pu ne pas entendre, oublier beaucoup de choses ou en rire. Ça, non », ajoute la journaliste.

L'Allemagne avait connu un premier débat de cette nature en 2013, après qu'un journaliste eut rapporté un cas de harcèlement dont elle avait fait l'objet de la part d'un homme politique. Un mot-dièse, #Aufschrei (« cri »), avait alors été abondamment relayé sur Twitter. Après les agressions sexuelles de Cologne la nuit du Nouvel An 2016, plusieurs associations féministes avaient incité à ne pas faire des agressions sexuelles l'apanage des seuls hommes d'origine immigrée.

En Espagne Des milliers de femmes anonymes, mais aussi des actrices, des journalistes, des politiques, ont raconté les agressions sexuelles qu'elles ont subies. Cette mobilisation s'inscrit dans

le prolongement de la lutte que le royaume mène depuis plus d'une dizaine d'années contre la violence machiste.

Mais un mois après le scandale Weinstein, le procès du viol collectif d'une jeune fille de 18 ans pendant les fêtes de Pampelune, le 7 juillet 2016, a fait prendre conscience à l'Espagne du chemin qu'il lui reste encore à parcourir. Car la parole de la victime n'a cessé d'être mise en doute. Y compris – et surtout – au sein du tribunal de Pampelune. Dans les principales villes du pays, le 17 novembre, des milliers de manifestantes ont exprimé leur solidarité avec la jeune fille aux cris de « Moi, je te crois ! ».

Ce procès a renvoyé le pays à ses vieux démons. Selon le baromètre 2017 du Centre Reina Sofia, rendu public le 13 novembre, un jeune de 15 ans à 29 ans sur quatre (27,4 %) considère ainsi que la violence « est une conduite normale au sein du couple ».

En Italie Peu après ses révélations sur les agressions du producteur américain Harvey Weinstein, dont elle fut l'une des victimes, l'actrice et réalisatrice Asia Argento a été la cible d'attaques virulentes. Tandis que se développait sur les réseaux sociaux le hashtag #quellavoltache (« cette fois où... »), la comédienne a été accusée de s'être tue trop longtemps, de s'être laissée faire pour sa carrière ou de chercher la publicité.

Fin octobre, lors d'un entretien à la chaîne publique Rai3, la fille du metteur en scène Dario Argento s'en est pris à l'ancien premier ministre Silvio Berlusconi : « Toutes ces années de vision berlusconienne de la féminité ont

favorisé l'humiliation des femmes », assénait-elle, en référence à l'image des femmes véhiculée par les chaînes de télévision du magнат de l'audiovisuel.

Accusé, lors du programme satirique « Le Lene », le 12 novembre, de viols et d'agressions sexuelles par dix actrices, le réalisateur Fausto Brizzi, quant à lui, a été défendu par sa femme. Trois jours plus tard, Claudia Zannetta, comédienne elle aussi, a dénoncé dans une lettre à la presse un « tribunal médiatique » contre son mari. « J'ai commencé à être actrice à 11 ans, j'en ai 38. (...) J'ai connu beaucoup d'acteurs et d'actrices à la recherche de la célébrité à tout prix », a-t-elle ajouté. Dans un entretien au quotidien britannique *The Guardian*, le 22 novembre, Asia Argento a annoncé sa décision de quitter l'Italie. Définitivement.

En Russie Dans une société pudique, dominée par l'image de l'homme fort, où le conservatisme est entretenu par le pouvoir et relayé par l'Eglise orthodoxe, le scandale Weinstein a nourri des réactions oscillant entre sarcasmes, dénégations et indifférence. Il n'a, jusqu'à présent, donné lieu à aucun examen de conscience.

Le témoignage isolé d'Ekaterina Mtsitouridze, recueilli par le journal américain *The Hollywood Reporter*, le 19 octobre, n'a eu qu'un très faible écho en Russie. L'animatrice de télévision et directrice générale de Roskino, l'organisme chargé de la promotion du cinéma russe à l'étranger, révélait avoir été l'une des victimes du producteur américain. « Je suis sûre que toutes les victimes de la violence, qu'elles

soient connues ou inconnues du public, méritent de la sympathie et du soutien», ajouta-t-elle.

Le 1^{er} novembre, cinq femmes ont tout au contraire manifesté bruyamment, nues, sous les fenêtres de l'ambassade améri-

caine de Moscou, leur soutien à Harvey Weinstein, au motif que « si un homme propose du sexe aux femmes, ça veut dire qu'il les trouve belles ». Ksenia Alexandrova, candidate au concours de Miss Univers, a assuré pour sa

part qu'une telle chose ne pouvait pas se produire en Russie... grâce au président Poutine. ■

PHILIPPE BERNARD,
CÉCILE BOUTELET,
JÉRÔME GAUTHERET,
ISABELLE MANDRAUD
ET SANDRINE MOREL

En Suède, une révolution aussi importante que le droit de vote des femmes

Les actrices et les comédiennes ont commencé. Depuis, des milliers de femmes sortent du silence

MALMÖ (SUÈDE) -
correspondante régionale

U n « tsunami », une « révolution », un virage « historique ». En Suède, aucun mot ne semble trop fort pour qualifier la gigantesque déferlante qui balaie le royaume scandinave, depuis plus d'un mois, sans le moindre signe d'essoufflement, emportant tout sur son passage : les violences faites aux femmes, les agressions sexuelles, le harcèlement, mais aussi le machisme et le sexisme, ces blagues lourdes qui ne font rire que ceux qui les prononcent, les sifflements dans la rue et toutes ces manifestations quotidiennes de la domination masculine... Certaines n'hésitent pas à comparer le mois de novembre 2017 à l'obtention du droit de vote par les femmes en 1919.

Si l'affaire Harvey Weinstein a mis le feu aux poudres, le scandale s'est amplifié le 9 novembre, quand 456 actrices (désormais 703) signent une tribune dans le quotidien *Svenska Dagbladet*, où elles dénoncent collectivement le harcèlement et les violences dont elles sont victimes et la « culture du silence » qui règne sur les plateaux de cinéma et les scènes de théâtre. « Nous savons qui vous êtes », mettent-elles en garde.

C'est comme si, alors, des vannes s'étaient ouvertes. Le 13 novembre, 653 chanteuses d'opéra accusent à leur tour. Le lendemain, ce sont 4445 juristes, puis 1993 chanteuses et musiciennes, 1300 femmes politiques, 1139 salariées de l'industrie des technologies, 4084 journalistes, 4000

sportives, 8000 écolières, collégiennes et lycéennes...

Vendredi 24 novembre, 1382 employées de l'Eglise luthérienne, ex-Eglise d'Etat, majoritaire en Suède, ont à leur tour décidé de se faire entendre : « Le silence doit être rompu, la honte placée où elle appartient. Ce n'est pas à nous de la porter ». Leurs témoignages décrivent des agressions sexuelles commises par des pasteurs ou des

« Ce pourrait être le début de la fin de la société patriarcale »

EBBA WITT-BRATTSTRÖM
professeure de littérature

fidèles. Quand elles en parlent, on leur dit de se taire.

Chaque tribune s'accompagne de témoignages anonymes, qui se font écho, sans jamais nommer les agresseurs, mais débouchent sur des enquêtes internes. Des têtes tombent : journalistes, acteurs, politiques... L'ancien leader du Parti de gauche, Lars Ohly, a reconnu lui-même, vendredi, qu'il faisait l'objet d'une plainte pour harcèlement sexuel. Les ministres demandent des comptes à leurs administrations. Le médiateur à l'égalité ouvre une enquête sur une quarantaine d'entreprises. Le 19 novembre, quand 200 comédiennes lisent des témoignages sur la scène du Södra Teatern, la reine Silvia et la princesse Victoria sont dans la salle.

L'étendue du mouvement, dans un pays qui aime à se présenter

comme le champion de l'égalité des sexes, peut surprendre. « C'est parce que la Suède est un pays relativement égalitaire que cela se produit ici », analyse Lisa Irenius, chef des pages culture de *Svenska Dagbladet*. Pour que les femmes osent parler, dit-elle, « il faut qu'elles sachent que leurs droits sont garantis et que leurs témoignages auront des conséquences ».

Les Suédoises s'étaient déjà mobilisées sur les réseaux sociaux, dans le sillage de l'accusation de viol contre Julian Assange (une affaire classée sans suite), en lançant un débat sur le consentement. Cette fois, cependant, c'est différent, constate Ida Östensson, fondatrice de l'ONG Make Equal : « Il ne s'agit plus seulement de dénoncer le viol avec pénétration, mais le harcèlement et jusqu'à la façon de parler des femmes. »

Leur dire, comme l'a fait Emmanuel Macron en déplacement à Göteborg, le 17 novembre, de se tourner vers les tribunaux, ne suffit plus, remarque Lisa Irenius, car #metoo est aussi « le résultat d'une frustration à l'égard d'un système judiciaire qui a énormément de mal à gérer ce type d'affaires ». La Suède a beau afficher le plus grand nombre de plaintes pour viols proportionnellement à sa population, notamment parce que les victimes osent porter plainte, peu aboutissent à une condamnation. « C'est donc rationnel, estime la journaliste, qu'elles se tournent vers les médias, qui ne doivent pas devenir juges pour autant. »

Aux côtés du président français, le premier ministre suédois, Stefan Löfven, a martelé l'import-

tance d'« enseigner aux garçons et aux adolescents ce que c'est que d'être un homme » ainsi que la nécessité de « rompre les relations de dépendance » aux schémas patriarcaux qui permettent à la violence de se perpétuer.

« On parle de pouvoir »

Dans le débat suédois, il est beaucoup question de la « responsabilité collective » des hommes et de la « pyramide du viol ». Luis Lineo, président de l'association Män för jämställdhet (« Les hommes pour l'égalité »), explique : « Tout est lié, c'est la même culture, mais il est plus facile de lutter contre les blagues sexistes et l'objectivisation des femmes que contre le viol, tout en haut de la pyramide. »

Si certains trouvent que le débat va trop loin, ils sont minoritaires. « Il y en aura toujours pour dire qu'ils n'oseront plus embrasser les femmes », observe la journaliste Cissi Wallin, qui a elle-même témoigné avoir été violée par un collègue. Mais on ne parle pas de sexe, on parle de pouvoir. Si un homme ne comprend pas la différence entre le flirt et l'agression, alors il faut qu'il arrête de flirter ! »

Même les féministes de la première heure veulent y croire. « Les femmes vont sortir en position de force, tandis que le genre d'hommes mis en cause va devoir se méfier, ce qui va aboutir à un changement de comportements et des structures mêmes de la société », s'enthousiasme Ebba Witt-Brattström, professeure de littérature et fer de lance du féminisme suédois dans les années 1970. « Ce pourrait être, dit-elle, le début de la fin de la société pa-

triarcale. » A Stockholm, le Musée nordique recueille les témoignages pour documenter un mouvement déjà considéré comme « historique ». ■

ANNE-FRANÇOISE HIVERT

L'Académie Nobel dans la tourmente

Mardi 21 novembre, dix-huit femmes ont témoigné dans le quotidien *Dagens Nyheter* pour accuser de harcèlement, d'agressions sexuelles et de viols une personnalité culturelle de premier plan en Suède, qui aurait usé de sa proximité avec l'Académie Nobel pour contraindre ses victimes à se taire. L'Académie a publié, vendredi, un communiqué, dans lequel elle admet qu'au-delà de ces 18 femmes, des académiciennes, des épouses d'académicien, leurs filles et des employées ont été l'objet « d'une intimité non désirée et d'un traitement inapproprié ». Cette personnalité, non nommée mais aisément identifiable, dirige une scène huppée à Stockholm, financée en partie par l'Académie, qui y organise des lectures. L'Académie a décidé de rompre tout lien avec lui.

« Nous devons inventer un nouvel ordre amoureux »

Pour le sociologue Jean-Claude Kaufmann, les répercussions de l'affaire Weinstein ont révélé l'ampleur des inégalités entre les femmes et les hommes

ENTRETIEN

Jean-Claude Kaufmann est sociologue, spécialiste du couple et des rapports hommes-femmes. Son dernier livre, *Saint-Valentin, mon amour!* (Les liens qui libèrent, 240 p., 18 €), traite de l'évolution de ces rapports dans l'histoire.

Pourquoi l'affaire de harcèlement mettant en cause Harvey Weinstein, un producteur de cinéma américain éloigné du quotidien des Français, a-t-elle eu des répercussions aussi considérables dans notre pays ?

Parce qu'elle révèle un problème très profond. Alors que nous voulons croire que nous avons presque atteint l'égalité entre les hommes et les femmes, nous sommes très loin du compte, sur deux points en particulier : d'un côté le partage des tâches ménagères, toujours majoritairement assumées par les femmes, ce qui a un impact considérable sur leurs carrières donc leurs salaires, et tout ce qui a trait au sexe. L'affaire Baupin a permis de commencer à en parler. L'aspect caricatural et outré d'un personnage comme Weinstein implique que ça éclate plus fort. Il y a de la surprise, de

l'écœurement. Cela donne envie de vider son sac.

Adhérez-vous au mot d'ordre #balancetonporc ?

La parole s'est libérée de manière brusque, voire brutale. Il faut sans doute en passer par là, quitte à ce qu'il y ait quelques dommages collatéraux, quitte à ce que des faits qui n'ont pas eu lieu soient dénoncés dans des règlements de compte. Cela reste marginal. Ce qui est important, c'est que cette parole ait émergé. C'est capital quand on sait à quel point c'est difficile pour les femmes de dénoncer, de porter plainte, car leur comportement peut être remis en cause, et la justice suit difficilement.

Comment se manifeste l'inégalité dans le rapport au sexe dont vous parlez ?

Sur les sites de drague sur Internet, j'ai repéré une question révélatrice, qui ne s'adresse qu'aux femmes : peut-on coucher le premier soir ? La question ne se pose pas pour les hommes. Quand l'homme multiplie les conquêtes, il est valorisé. Une femme qui assume une pratique sexuelle comparable est au contraire stigmatisée, traitée de salope. Même si le discours sur le sujet a beaucoup évolué, notamment dans les magazines féminins, le stéréotype de la femme qui doit être dans l'engagement sérieux perdure. Dans les pratiques de séduction, un jeu de rôle se maintient : l'homme doit prendre l'initiative.

Le mouvement #metoo ne met-il pas surtout en cause une volonté d'emprise masculine sur les corps féminins ?

Il y a deux composantes assez différentes dans les faits qui sont dénoncés. La première est tout ce qui est lié aux positions de pouvoir des hommes. Certains utilisent cette position pour harceler et agresser des femmes. Il faut intervenir contre cela de manière forte en sanctionnant ces faits. On n'en terminera pas en quelques mois. Mais ce qui est à dénoncer est clair. La question du harcèlement de rue est plus complexe. Il peut être très violent et facilement identifiable mais pas toujours, comme quand une femme est sifflée dans la rue.

De nombreuses femmes disent très bien faire la différence entre drague et harcèlement. C'est clair pour les femmes,

mais pour celui qui est de l'autre côté, pas forcément. D'autant que toutes les femmes n'ont pas les mêmes critères. Certains hommes draguent lourdement, c'est un fait. Mais même les types corrects ne savent pas forcément comment se comporter. Souvent, ils sont critiqués pour leur manque d'initiative et d'audace. Je suis tombé sur un forum d'hommes gentils qui ne comprenaient pas pourquoi ils se prenaient des râtaux et se faisaient passer devant par des machos, alors qu'ils pensaient répondre aux attentes de femmes en étant à l'écoute et courtois.

Un « non » n'est-il pas la marque claire du refus ?

Bien sûr, mais les pratiques de séduction viennent de loin dans l'histoire. Dans la tradition de la séduction, la femme disait non

« Les pratiques de séduction viennent de loin dans l'histoire. C'est parce que l'homme était opiniâtre qu'il

séduisait »

très longtemps, parce qu'elle devait être vertueuse. C'est parce que l'homme était opiniâtre qu'il séduisait. Tout cela laisse des traces. Aujourd'hui, les hommes peuvent se dire : là, on ne dirait pas, mais il faut que j'insiste. Tandis que la femme sait qu'il ne doit pas insister.

Sommes-nous à un tournant de l'histoire des rapports entre les sexes ?

Depuis deux mille ans, toute cette histoire a été celle d'un adoucissement des mœurs. Le système de domination masculine mis en place depuis des millénaires a progressivement été déconstruit. Le respect envers les femmes a progressé. Il faut rappeler qu'au milieu du Moyen Âge, un homme sur deux avait participé à des violents collectifs légitimes. Il y avait eu avant cela une période surprenante, celle de l'amour courtois au XII^e siècle, où

le respect des femmes était fort, mais elle n'a pas eu de suites.

La grande avancée a eu lieu au XX^e siècle, surtout dans les années 1960 et 1970, qui ont révolutionné les positions intimes et sociales. Les années 1950 étaient encore le règne des patriarcales. Les femmes avaient un accès limité au marché du travail. C'est extrêmement récent, par rapport à des millénaires d'histoire. Il existe une mémoire lente, qui s'imprime dans les corps, les gestes, les émotions, les stéréotypes. Aujourd'hui, il faut continuer le travail, en réinventant les règles du jeu de la séduction, les codes amoureux. Il faut que nous réussissions à prendre ce tournant.

Comment ?

Les deux sexes doivent être impliqués. Aujourd'hui, on entend des femmes victimes, c'est indispensable. Mais il y a un désarroi des hommes qu'il faut prendre en compte. Ils sont mal à l'aise, ils n'osent pas intervenir, ils se sentent suspectés. Il y a quelques se-

maines, *Le Parisien* a mis en « une » des hommes qui prenaient position contre le harcèlement. Des mouvements féministes ont dénoncé ces hommes qui se mettaient en avant. Il faut au contraire impliquer les hommes. C'est décisif.

Devons-nous édicter un mode d'emploi, une charte des bons comportements ?

Bien sûr que non. On ne va pas définir des codes, mais peut-être des règles morales. L'imagination et la liberté de chacun doivent être mobilisées, sans verser dans le harcèlement et l'irrespect. Nous ne sommes pas aidés par le cinéma par exemple, où les scènes de rencontre, ou de début de relations sexuelles, sont souvent extrêmement agressives.

De plus, le curseur peut être placé différemment d'un pays à l'autre. Aujourd'hui, chacun invente sa propre morale, les interdits sociaux et religieux ont beaucoup régressé, donc tout le monde est perdu, en recherche de

règles. Il faut redéfinir les rapports de séduction, sans imposer une police des mœurs.

Craignez-vous une aseptisation des relations entre les sexes, à l'américaine ?

Aujourd'hui, le danger principal c'est qu'il n'y ait pas de suite à cette affaire, que le mouvement retombe. L'aseptisation, c'est-à-dire la disparition de la marge de liberté indispensable pour que les individus vivent bien leur vie intime, est un danger secondaire.

Je préfère voir les choses de façon positive. Ce moment est précieux. Il faut être volontaire, mais pas sous l'angle de la censure et de la dénonciation. Nous devons inventer un nouveau monde, un nouvel ordre amoureux. C'est une situation intéressante et libératrice, il faut que cela continue et que les gens le vivent bien. Après la phase de dénonciation, il faut entrer dans une deuxième étape, celle du débat de société. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
GAËLLE DUPONT

Des mesures pour lutter contre les violences faites aux femmes

LE MOMENT SE VEUT SOLENNEL. Emmanuel Macron devait officiellement lancer la grande cause nationale consacrée à l'égalité entre les femmes et les hommes par un discours prononcé à l'Élysée, samedi 25 novembre, journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes. Le premier ministre, Edouard Philippe, ainsi que les ministres Nicole Belloubet (Justice), Agnès Buzyn (santé et solidarités), Muriel Pénicaud (travail), Jean-Michel Blanquer (éducation) et la secrétaire d'État à l'égalité entre les femmes et les hommes, Marlène Schiappa, devaient être présents. Environ 200 personnes, responsables institutionnels ou associatifs, étaient invitées à assister à l'événement.

Le président de la République devait annoncer plusieurs mesures consacrées à l'accompagnement des victimes de violences. Celles-ci devraient à l'avenir pouvoir effectuer des signalements en ligne et discuter en direct avec des policiers ou des gendarmes pour connaître les démarches à effectuer. Toujours afin de faciliter le parcours des victimes, le recueil des preuves d'agression sera possible dans les unités médico-judiciaires (unités de médecine légale d'urgence qui délivrent des certificats de coups et blessures et d'agressions sexuelles) sans avoir déposé plainte préalablement, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.

Autre innovation prévue: les arrêts à la demande dans les bus en soirée, afin que les femmes ou les personnes s'estimant vulnérables soient déposées plus près de chez elles. Un autre volet de cette première phase de la grande cause nationale entend s'attaquer aux raisons des violences sexuelles. « Il s'agit d'un combat culturel », affirme l'Élysée. Une campagne de communication sera ainsi lancée.

L'éducation nationale sera mobilisée en particulier pour lutter contre le cyberharcèlement et l'accès à la pornographie chez les adolescents. Des opérations de sensibilisation seront menées sur ces thèmes à destination des parents de collégiens, ce qui est nouveau, ce type de mesure étant habituellement tourné vers les élèves. Les enseignants et les autres personnels présents dans l'établissement devraient également être formés sur ces sujets.

Projet de loi au premier semestre 2018

La question du budget alloué à ces actions est centrale. L'Élysée rappelle que le (petit) budget alloué au secrétariat d'État de Marlène Schiappa, soit 30 millions d'euros prévus pour 2018, est sanctuarisé sur la durée du quinquennat, et évoque une augmentation de 13% des moyens alloués aux associations de lutte contre les violences faites aux femmes, sans préciser la liste de

celles concernées ni comment cette augmentation serait financée.

Le budget consacré au niveau interministériel à la lutte pour l'égalité entre les femmes et les hommes s'élève à 420 millions d'euros chaque année, rappelle l'Élysée. Il concerne toutes les actions relatives à l'égalité (dont l'égalité professionnelle).

Le dernier plan triennal de lutte contre les violences faites aux femmes, lancé en 2016, avait été doté de 123 millions d'euros. Les associations placent la barre plus haut. « Nous devons prendre exemple sur l'Espagne, qui a voté en juillet un plan d'un milliard sur cinq ans », affirme la militante Caroline De Haas, dont la pétition en faveur d'un plan d'urgence a recueilli 129 000 signatures.

Le chef de l'État devait par ailleurs rappeler qu'un projet de loi de lutte contre les violences sexistes et sexuelles, porté par Nicole Belloubet et Marlène Schiappa, est prévu au premier semestre 2018. Celui-ci devrait notamment sanctionner le harcèlement de rue, allonger les délais de prescription pour les victimes mineures de violences sexuelles, qui pourraient passer de vingt à trente ans, et instaurer un seuil au-dessous duquel un mineur ne peut être considéré comme ayant consenti à un acte sexuel avec un majeur. ■

G.D.